GEORGES VALOIS

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE & SOCIALE

LA RÉORGANISATION INDUSTRIELLE
ET LES DOCTRINES ÉCONOMIQUES
L'INDIVIDUALISME, LE SOCIALISME MARXISTE
LE SYNDICALISME

ESQUISSE D'UNE SOLUTION SYNDICALISTE
POUR LA DÉMOBILISATION
ET POUR LA PART DU COMBATTANT



NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
11, RUE DE MÉDICIS, PARIS
MCMXVIII

LA RÉFORME

ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A LA MÊME LIBRAIRIE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

L'Homme qui vient. Philosophie de l'autorité. (Couronné par l'Académie française.)

La Monarchie et la classe ouvrière. La Révolution sociale ou le Roi. Les Résultats d'une enquête. (*Nouvelle édition, augmentée d'une préface :* Les enseignements de cinq ans : 1909-1914.)

Le Père. Philosophie de la famille.

Le Cheval de Troie. Réflexions sur la philosophie et sur la conduite de la guerre.

EN COLLABORATION AVEC FRANÇOIS RENIÉ :

Les Manuels scolaires. Études sur la Religion des Primaires.

GEORGES VALOIS

LA RÉFORME ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONFÉRENCE

FAITE AU CERCLE COMMERCIAL ET INDUSTRIEL DE FRANCE

LE 10 OCTOBRE 1918

LA RÉORGANISATION INDUSTRIELLE
ET LES DOCTRINES ÉCONOMIQUES :
L'INDIVIDUALISME, LE SOCIALISME MARXISTE
LE SYNDICALISME

ESQUISSE D'UNE SOLUTION SYNDICALISTE
POUR LA DÉMOBILISATION
ET POUR LA PART DU COMBATTANT



NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE
11, RUE DE MÉDICIS, PARIS
MCMXVII

La conférence reproduite dans ce petit livre a été faite le 10 octobre 1918, au 82e déjeuner-conférence du Cercle Commercial et Industriel de France, 29, boulevard des Italiens, à Paris, sous la présidence de M. Georges Blondel, professeur au Collège de France, à l'École des Sciences politiques et à l'École des Hautes Études Commerciale, le Cte de Villiers étant président du Cercle et M. Jules Lepain, directeur.

A la suite de cette conférence, le Cercle Commercial et Industriel a pris l'initiative d'une adresse accompagnée d'un vœu qui sera présenté à M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre. Le lecteur trouvera cette adresse et ce vœu imprimés sur une carte postale, encartée dans le présent opuscule, carte qu'il est instamment prié de faire connaître autour de lui, de signer et de retourner au Cercle Commercial et Industriel, 29, boulevard des Italiens, à Paris.

NOTE DES ÉDITEURS

Il a été tiré de cet ouvrage cinquante exemplaires sur Vergé pur fil des Papeteries Lafuma à Voiron.

LA RÉFORME
ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

Messieurs,

Au moment où la Victoire, en chantant, trace à l'esprit français la voie des destinées heureuses et fortes, nous vous demandons de vous recueillir pour considérer les redoutables problèmes de la paix prochaine.

L'avenir de notre pays, l'avenir de la civilisation même dépendent des directions que nous nous donnerons pour entrer dans la paix. Directions politiques, économiques et sociales. Nous ne parlerons pas ici des premières. Mais nous vous invitons à chercher les secondes, sans préjugés comme sans illusions.

Les plus grandes espérances peuvent aujourd'hui nous animer. Mais ne nous dissimulons pas que, en même temps, la plus

grosse menace pèse sur l'avenir si nous n'avons pas l'esprit, le cœur et les bras assez forts pour saisir et fixer les destinées qui nous sont offertes. Nous prévoyons un développement économique intense. Nous savons qu'il est nécessaire et possible. Pour le préparer, nous renouvelons nos méthodes industrielles et commerciales.. Nous nous associons; nous fondons mille associations pour notre renouvellement et pour notre expansion. Mais qui, parmi nous, ne sait que cette préparation, ces efforts seront vains si, parallèlement, nous ne travaillons pas à éliminer ces lourdes erreurs répandues en France et dans le monde depuis cinquante ans, qui ont stupéfié un certain nombre d'intelligences de la bourgeoisie, en même temps qu'elles fanatisaient de nombreux esprits ouvriers. A quoi servirait la Victoire, à quoi servirait la préparation de notre renouvellement économique, si, d'un coup, notre organisation devait être brisée par l'explosion — préparée, voulue par un petit nombre d'hommes — de ces forces qui menacent la France et la civilisation tout entière? Le spectacle de la Russie effondrée fournit la réponse à notre imagination.

Qu'une telle catastrophe soit possible, cela

n'est pas niable. Qu'elle puisse être évitée, et que la civilisation puisse prendre un nouvel essor, c'est ce que l'on peut affirmer résolument. Encore faut-il voir exactement les données du problème, ne pas s'en remettre à l'État ou à la Providence du soin de le résoudre; ne pas suivre ce que l'on appelle le cours des événements. C'est aux citoyens, aux hommes responsables de la vie économique qu'il appartient de préparer l'avenir et d'organiser les événements.

LE PROBLÈME ÉCONOMIQUE DE LA PAIX

Le problème qui nous occupe est antérieur à la guerre. Mais la guerre en a démesurément accru et multiplié les termes. Représentons-nous que, en peu de temps, des millions d'hommes seront rendus à la vie économique : ces millions d'hommes, qui auront souffert moralement et matériellement, qui auront perdu leur épargne, leur situation, leur fortune, rentreront avec des exigences légitimes et des passions mêlées dont on peut tout attendre, le mieux et le pire. Ils trouveront une situation économique profondément modifiée, troublée et déséquilibrée, et ils seront plongés immédiatement dans un milieu où le patriotisme et le socialisme sont également vivants, mais où le socialisme, qui a perdu presque tout prestige intellectuel, promet plus de satisfactions apparentes aux passions d'hommes qui se demandent par quoi ils seront payés de leur long sacrifice.

Il n'est pas bien difficile de prévoir que ces hommes seront les ouvriers de notre renouvellement et de notre prospérité ou briseront la maison, selon que leur rentrée aura été préparée ou non.

Si le patriotisme, si les chefs de l'industrie et du commerce organisent intellectuellement, économiquement, socialement, la rentrée des mobilisés, on peut affirmer que le retour des combattants marquera l'ouverture d'une ère de prospérité sans égale. Si la bourgeoisie manquait à sa tâche d'organisatrice et de conductrice, elle livrerait ces masses d'hommes à cette fraction du socialisme qui a essayé de réaliser certaines de ses conceptions sous le couvert de la guerre et qui escompte la démobilisation comme le point de départ d'un mouvement révolutionnaire.

En tout état de cause, en tout temps et en tout pays, la réintégration de millions d'hommes dans la vie économique et le déplacement brusque de plusieurs centaines de mille ouvriers poseraient un grave problème. La gravité du problème est singulièrement accrue du fait qu'un groupe d'hommes, exploitant une doctrine d'apparence généreuse, mais radicalement fausse, se tient prêt à exploiter cette

situation engendrée par la guerre. Et la préparation de la paix et de la prospérité futures se trouve poser le même problème sous trois formes :

Économique, car il s'agit d'assurer une fonction aux producteurs qui reviendront des armées et à ceux qui sont affectés aux industries de guerre ;

Sociale, car il s'agit d'établir de nouveaux rapports entre les classes et de tenir compte des idées et des sentiments qui seront rapportés par ceux qui auront sauvé le pays et enfanté la victoire ;

Intellectuelle enfin, car il s'agit de reviser les principes mêmes de l'ancienne économie, qui sont inopérants dans les temps présents, — de définir les principes de l'action, en cherchant à les dégager par l'interprétation des phénomènes économiques nouveaux.

Considérons avec une attention particulière ce dernier aspect. Idées et doctrines vont jouer un rôle capital dans l'organisation économique des nations, de même qu'elles ont joué un rôle capital dans la guerre. Elles commanderont la croissance ou la déchéance des peuples. Regardez-les agir dans les événements de ces cinquante dernières années : c'est une idée,

c'est une doctrine qui a fondé l'Empire allemand, lui a donné sa puissante organisation politique et économique, et qui a lancé ses armées dans la guerre pour réaliser la conception allemande du monde; c'est une idée, c'est une doctrine (largement exploitée par la propagande allemande) qui, par une révolution accomplie selon les plus purs dogmes marxistes, a ruiné en Russie l'œuvre de deux siècles de civilisation européenne et a rejeté les peuples russes dans un état social au-dessous de celui qu'ils avaient connu au temps de la Horde d'Or. C'est la même idée, c'est la même doctrine, celle du socialisme marxiste, qui menace de détruire la civilisation que les armées alliées ont sauvée sur la Marne. Nous n'aurons rien fait si nous sommes impuissants à ruiner cette idée, la plus folle erreur des temps modernes. Nous n'aurons rien fait si nous sommes incapables de lui opposer une idée, une doctrine propres à animer une puissante économie, et d'apporter la vérité économique et sociale aux intelligences qu'elle a dévoyées.

La tâche est grande, mais singulièrement facilitée par le mouvement des esprits en France. Quelle qu'elle soit, au reste, elle est nécessaire. Pour la soutenir, nul de vous ne

compte sur la force. Aussi bien, c'est à l'intelligence que l'on fait appel : c'est au sentiment des responsabilités que l'on s'adresse. Quiconque exerce un commandement dans l'économie, quiconque est responsable du travail des hommes, doit remplir les devoirs de sa charge et préparer, par son action professionnelle et morale, l'avenir où les Français trouveront l'ordre, la prospérité et la justice pour lesquels ils combattent aujourd'hui.

LES SYSTÈMES ÉCONOMIQUES

Pour résoudre les problèmes économiques et sociaux que l'avant-guerre a laissés en suspens et que la guerre a multipliés, trois systèmes nous sont proposés : l'individualisme économique, le socialisme marxiste, le syndicalisme (ce dernier est en formation).

N'hésitons pas à dire que les deux premiers, dans les circonstances à prévoir, nous vaudraient la guerre et, vraisemblablement, la plus grande catastrophe que l'humanité ait connue.

L'INDIVIDUALISME

Si nous laissions au vieux principe du « Laissez-faire, laissez-passer », de la liberté du travail, de la liberté commerciale et industrielle, du libre jeu de l'offre et de la demande individuelle, le soin de régler la réintégration des mobilisés dans la vie économique, le déplacement de milliers et de milliers d'ouvriers occupés actuellement aux travaux de la guerre, de compenser les pertes subies par les combattants pendant la guerre, et enfin d'assurer notre réorganisation économique, il est tout à fait certain que nous laisserions s'établir en France le plus beau désordre que l'on puisse imaginer et que nous déchaînerions un jeu de passions et d'appétits auxquels l'armature économique du pays ne résisterait pas. Il ne faut pas grand effort d'imagination pour se représenter les troubles de toutes sortes qui résulteraient de la recherche inorganisée de la main-d'œuvre, de l'exode de masses ouvrières à la recherche du travail, et du retour de millions d'ouvriers agricoles, d'employés du commerce et de l'industrie qui, ne rapportant de la guerre que leurs croix et leurs médailles, ne

trouvant pas leur place préparée, se demanderaient pourquoi ils se sont battus. Il suffit d'esquisser cette situation pour en faire apparaître le péril et par-dessus tout la violente injustice à l'égard des combattants particulièrement. Mais ce serait un véritable crime à l'égard de la nation que de la laisser s'établir.

Sans contestation possible, l'individualisme économique est radicalement impuissant à résoudre les problèmes posés par la guerre. Ajoutons que son règne est absolument fini. Je ne rechercherai pas ici s'il a rendu des services au cours du dernier siècle. Cela peut se soutenir. Mais nous nous occupons de l'avenir. L'expérience de l'avant-guerre et de la guerre montre que les nécessités économiques et sociales ne s'accommoderaient plus de l'individualisme économique et nous nous condamnerions à la ruine si nous continuions d'en appliquer les principes périmés.

Aussi bien, ce système (si l'on peut nommer système une manière d'agir qui livre tout à la fantaisie individuelle), aussi bien ce système est-il en grande défaveur parmi nous aujourd'hui. Mais que d'erreurs économiques et sociales nous fait encore commettre le prestige attaché aux idées de liberté du com-

merce, de l'industrie, ou de liberté du travail! Combien de chefs d'entreprise se retranchent encore dans l'individualisme et refusent de se concevoir comme membres solidaires d'une corporation industrielle et commerciale, afin de trouver un profit qu'ils croient plus grand (et qui est plus maigre, tout compte fait) dans la fausse liberté où ils vivent? Habitudes d'esprit qui survivent aux dogmes qui les ont fait naître et contre lesquelles il nous faudra faire une propagande inlassable. Nous y reviendrons tout à l'heure.

LE SOCIALISME MARXISTE

Considérons maintenant le second système qui nous est présenté : le socialisme marxiste. J'insiste tout d'abord sur une nuance de qualification, qu'il convient d'observer afin d'éviter de redoutables malentendus. Je dis : socialisme marxiste, et non socialisme tout court. Il y a eu en France un socialisme qui était une simple réaction contre l'individualisme économique et qui aurait pu collaborer heureusement à l'organisation industrielle. Ce socialisme, dont la plus grande figure a été Proudhon, a été presque entièrement recou-

vert par l'action du socialisme germanique qui lui a substitué le marxisme. Actuellement, dans la plupart des pays d'Europe, c'est le marxisme qui l'emporte sur les autres formes du socialisme, et c'est précisément lui qui a propagé dans le monde ouvrier ces erreurs énormes qui ont engendré le maximalisme russe et qui agitent les classes ouvrières du sud de l'Europe. C'est cette forme du socialisme qui nous intéresse, car c'est elle qui tente de se réaliser par les essais de socialisme d'État que nous avons vu naître, qui tente d'organiser les classes ouvrières pour les mouvements d'après-guerre, qui s'offre enfin aux combattants pour la liquidation de la guerre ou pour l'exploitation de la paix.

Si nous laissions à ses principes la direction des événements, il est évident que nous livrerions le monde européen à l'incendie et que nous déchaînerions sur la planète des fléaux plus terribles que le choléra et la peste bubonique. L'expérience faite aux frais des peuples russes est là pour nous l'enseigner. Mais la raison nous l'enseignait avant que les maximalistes eussent établi ce qu'ils osent nommer la dictature de prolétariat.

Il est étrange que, chez nous, avant la

guerre, et même pendant la guerre, quelques représentants plus ou moins éminents de la bourgeoisie française aient eu à l'égard du socialisme une singulière faiblesse d'esprit : on a entendu, on entend encore, d'honorables capitalistes déclarer qu'ils sont socialistes, ou que la réalisation du socialisme est inévitable en vertu des lois de l'évolution économique. Cette attitude marque la plus fâcheuse paresse de l'intelligence et masque une absence totale de caractère ; c'est l'attitude d'hommes qui subissent, stupéfiés, les prétentions scientifiques du marxisme, et qui, par surcroît, tentent de prendre une assurance contre les violences qu'ils redoutent. Mais c'est très exactement la méthode de Gribouille. Mieux vaut regarder de front cet épouvantail, dût notre tête trembler un peu sur nos épaules. Nous savons tous que la lâcheté n'a jamais fait une belle carrière dans le monde.

Par l'artifice d'une double imposture, le socialisme marxiste se présente à la fois comme l'expression des volontés ouvrières et comme la doctrine scientifique par excellence. Avant d'examiner ses prétentions scientifiques, il convient de faire une distinction fondamentale. Cette doctrine, qui est soutenue aujour-

ADRESSE ET VŒU TENDANT A LA CONSTITUTION
D'UN FONDS SYNDICAL ET NATIONAL
POUR LES COMBATTANTS ET LES MOBILISÉS

Les Industriels, Commerçants et Agriculteurs dont les noms suivent, adressent à M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, l'expression de leur admiration pour la vigoureuse impulsion qu'il a donnée à la conduite de la guerre, et lui font part de sentiments de respect et de reconnaissance qu'ils éprouvent pour les armées françaises qui, de concert avec les armées alliées, sous le commandement d'un grand homme d guerre, ont sauvé la patrie et lui donneront la victoire totale. Souhaitant que ces sent ments, partagés par le pays tout entier, dominent la réorganisation économique sociale, afin que les combattants aient, dans la France de demain, une place privilégié juste récompense de leur long sacrifice, les Industriels, Commerçants et Agriculteur soussignés prient M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, de bien vouloi prendre en considération le vœu suivant :

VŒU. — Que la rentrée des combattants et des mobilisés dans la vie écono mique et sociale soit assurée dès maintenant par une organisation dirigée contrôlée par l'État, et qui réunira les services spéciaux du Ministère de la Guerr et des Syndicats patronaux et ouvriers, spécialement unis à cet effet dans leur cadres nationaux et corporatifs ;

Qu'il soit reconnu et déclaré au nom de la nation, que les principes de la réin tégration des producteurs dans la vie économique comportent :

L'obligation de replacer tout combattant ou mobilisé soit à la place qu'il occu pait avant sa mobilisation, chaque fois que cela sera possible, soit de lui assure une équivalence ;

L'obligation pour les Corporations d'assurer la rentrée de leurs ressortissant et de collaborer à l'établissement des fascicules de démobilisation qu'elles remet tront aux services de la Guerre ;

L'obligation pour les Syndicats et Corporations d'assurer à leurs ressortissant une rentrée honorable dans la vie économique :

1° Par le versement d'une indemnité de campagne et de combat à leur employés et ouvriers mobilisés, et l'établissement, de concert avec eux, de nouvelle conditions de travail ;

2° Par l'appui moral et matériel immédiat donné à ceux de leurs membres dor les entreprises ont été ruinées par la guerre ;

Ces obligations entraînant pour les organisations syndicales la création fonds collectifs constitués par les versements de tous les membres de la Corporatio syndiqués ou non, Français, alliés ou neutres, qui auront travaillé pendant la guerr

Qu'il soit déclaré que toutes les charges résultant de ces obligations sero supportées temporairement par les Syndicats et Corporations et que, résultant dommages de guerre, elles seront réclamées à l'ennemi responsable de la guerr que, enfin, les sommes ainsi récupérées sur l'ennemi soient réparties entre l Syndicats et Corporations, à charge pour ceux-ci de les affecter à leurs œuvr collectives d'expansion économique.

CARTE POSTALE

Le soussigné déclare adhérer à l'adresse et au vœu que le Cercle Commercial et Industriel de France, à la suite de la conférence faite par M. Georges Valois sur la Démobilisation, a pris l'initiative de présenter à M. le Président du Conseil, Ministre de la Guerre.

Signature

et

Adresse

Timbre de la maison ou de l'entreprise

N.-B. — Tout Industriel, Commerçant et Agriculteur français qui recevra la présente carte postale est instamment prié de la faire connaître autour de lui et de la retourner revêtue de sa signature et du timbre de sa maison ou de son entreprise, à l'adresse ci-contre.

Le C. C. I. F. tient des cartes semblables à la disposition de toute personne désireuse de recueillir des adhésions à ce vœu de salut public.

CERCLE COMMERCIAL

ET INDUSTRIEL

DE FRANCE

29, Boulevard des Italiens

PARIS (2e)

d'hui par un nombre assez considérable d'ouvriers européens, est-elle d'origine ouvrière, exprime-t-elle les revendications ouvrières? Il n'y a aucun doute là-dessus; elle est complètement étrangère aux classes ouvrières, elle a été imposée au mouvement ouvrier par les manœuvres et les intrigues des intellectuels et des politiciens du socialisme international. Cette doctrine, qui entend exproprier les capitalistes au profit des ouvriers de la terre et de l'usine, parce qu'elle considère le bénéfice capitaliste comme un vol, ce n'est pas une invention ouvrière, c'est une invention d'intellectuel, propagée par des intellectuels d'origine bourgeoise.

Vous savez fort bien que le différend qui existe aujourd'hui entre les chefs de l'économie et un certain nombre d'ouvriers de l'industrie ne concerne pas les questions de salaire. On peut résoudre comme l'on voudra les problèmes des salaires, créer mille institutions en faveur des classes ouvrières, on ne résout pas la question centrale. Les chefs du mouvement ouvrier révolutionnaire ne vous cachent pas que les buts qu'ils poursuivent, c'est l'abolition du profit capitaliste, l'abolition du patronat, l'expropriation du capita-

lisme, la socialisation des moyens de production et par surcroît l'abolition des patries. Voilà ce que l'on nous présente comme volontés ouvrières. Or, ces prétendues volontés ouvrières sont issues de la pensée de Marx et sont le fruit d'une énorme erreur intellectuelle.

L'erreur marxiste. La théorie de la plus-value.

Cela vient directement d'une pensée maîtresse de l'œuvre marxiste, la théorie de la plus-value, construite sur une fausse théorie de la valeur, que Marx et ses commentateurs ont présentée comme le résultat de recherches scientifiques. Il n'est pas exagéré de dire que les quelques douzaines de pages où Marx fit sa théorie de la plus-value, ont commandé la direction révolutionnaire prise par les socialistes et les plus actifs des syndicalistes. L'antagonisme des classes ouvrières et des classes bourgeoises est de nature purement économique; il est normal, et se résout sans cesse par les accords de fait ou de droit que concluent et renouvellent les intéressés. Mais la volonté révolutionnaire des groupes ouvriers tendant à l'expropriation du capitalisme est étrangère à l'économie; elle ne s'explique que par l'erreur commise par Marx.

Rappelons ici cette erreur, fondement de l'œuvre marxiste, que l'on saisit sans peine dans ce petit livre traduit en français sous le titre *Salaires, Prix et Profits* (chacun sait que l'énorme *Capital* n'est en somme que le long développement de cette étude). Marx, vous le savez, ayant fourni à son tour une théorie de la valeur (fausse, nous le verrons tout à l'heure), Marx aborde le problème du profit capitaliste.

On reste confondu devant la pauvreté de l'explication qu'il en donne. Marx admet tout d'abord, sans même daigner fournir un commencement de preuve historique, que la société capitaliste prive le travailleur de l'usage indépendant de sa force de travail. Ceci étant donné, Marx établit, le plus sereinement du monde, que le travailleur sera obligatoirement un salarié. Il suppose, pour la commodité du raisonnement, que six heures de travail sont le temps moyen pour produire la quantité moyenne de choses nécessaires à la vie du travailleur. Toutes ces suppositions gratuites étant faites, nous arrivons à ce que Marx appelle le point décisif. Le travailleur loue sa force de travail au capitaliste. Le capitaliste, au lieu de faire travailler son salarié six heures

par iour, lui imposera « mettons, dit Marx, douze heures par jour ». Et voici le texte même de Marx sur le point décisif :

« En outre et en sus des six heures qu'il faut pour produire son salaire ou la valeur de sa force, l'ouvrier aura donc à travailler *six autres heures* que j'appellerai heures de *sur-travail*, lequel sur-travail se réalisera en une *plus-value* ou un *sur-produit.* »

Et voilà l'explication du profit capitaliste le capitaliste « empoche », selon l'expression de Marx, le travail impayé de l'ouvrier qui est constitué par cette fantaisiste plus-value ! C'est sur cette colossale absurdité, sur ce raisonnement vraiment puéril que l'on a construit toute une doctrine économique et sociale. C'est avec cette fausse théorie du travail impayé, du surproduit empoché par le capitaliste que l'on a excité et surexcité les passions ouvrières. Et voyez les conséquences formidables de cette erreur de raisonnement : c'est très exactement au nom de cette prétendue analyse scientifique des faits économiques que les maximalistes, marxistes authentiques, ont ruiné en quelques mois l'économie russe.

Si vous voulez bien examiner les doctrines socialistes ayant cours en Europe, les reven-

dications révolutionnaires dites ouvrières, la littérature socialiste révolutionnaire, vous verrez que ces thèses marxistes, fort simples à saisir, sont le fond de tout le mouvement socialiste. Cette théorie de la plus-value, passée de Marx à ses disciples, de ses disciples à ses vulgarisateurs, de ses vulgarisateurs aux réunions de propagande, substituée aux thèses du socialisme français par les soins de la cabale marxiste, vous la retrouvez dans les discours que tient le moindre apprenti enrégimenté dans la section française de l'Internationale ouvrière ou dans quelque jeunesse syndicaliste. Ainsi, ce qui, dans certains cas, menace la civilisation, dans d'autres, entrave ou trouble notre vie économique, ce ne sont pas les appétits, les passions, les revendications proprement ouvrières, ce sont des idées, des doctrines forgées par des intellectuels et que continuent de propager et d'utiliser des intellectuels et des politiciens. Sachons-le, Messieurs, si nous voulons faire œuvre utile dans ce monde : cette doctrine, dont il est nécessaire, pour le salut du monde, de ruiner le prestige, ce n'est pas rue Grange-aux-Belles que nous irons la combattre, c'est aux environs de la Sorbonne et de quelques

Académies, hauts lieux où, naguère encore, elle était louée et honorée.

Rendons-nous tous compte que jamais ces idées, ces doctrines n'eussent été mises en circulation dans les masses ouvrières si elles n'avaient été tout d'abord reçues dans les milieux où l'on fait profession de penser. C'est seulement après avoir été pensées, acceptées, promues en quelque sorte par les intellectuels professionnels qu'elles ont passé dans les masses ouvrières. Vous savez quel prestige a acquis la science dans tous les milieux : lorsque les idées et les doctrines marxistes ont pu être présentées aux peuples avec une sorte d'estampille scientifique, sous le patronage de professeurs d'histoire ou de philosophie, ou d'académiciens devenus prophètes, alors, et alors seulement, elles ont eu un plein rendement dans les milieux ouvriers. Allons donc les combattre là où elles naissent, là où elles reçoivent la consécration. Il faut organiser une vigoureuse offensive dans les hautes régions intellectuelles où s'alimentent les élites de toutes les classes, bourgeoises et ouvrières. C'est là, et là seulement, que nous pourrons atteindre et défaire le socialisme marxiste.

Critique de la théorie de la plus-value. Les éléments de la production.

Il y a à faire et à refaire une critique scientifique des doctrines socialistes et, parallèlement, à construire les doctrines propres à entretenir et à accroître la vie économique. Le mouvement des esprits et des événements nous facilite la tâche : il y a vingt ans, la majorité active de la jeunesse était entraînée vers le socialisme. Aujourd'hui, la situation est renversée; cette majorité de la jeunesse est acquise au patriotisme : elle l'a montré sur les champs de bataille; les nouvelles générations seront plus ardentes encore. Mais elles attendent qu'on leur donne un enseignement total, où elles trouveront la vérité économique opposée aux erreurs du marxisme.

Si les doctrines du socialisme marxiste étaient fondées en raison, si elles étaient justifiées par l'expérience, si leur application devait déterminer un accroissement de production, il n'y aurait à leur opposer que les intérêts des classes bourgeoises, et je suis bien obligé de dire que, au point de vue de la civilisation, la défense des intérêts capita-

listes, dans ce cas, serait tout à fait négligeable. Mais le vrai est que le marxisme ne résiste pas à l'examen de la raison, est condamné par la science et l'expérience, et la démonstration est faite (sous nos yeux, nous le verrons plus loin) qu'il détermine une baisse énorme de la production, même lorsqu'il est appliqué avec toutes les ressources de la plus rude autorité.

N'examinons, dans cette brève conférence, que la question centrale, celle de la plus-value qui constitue ce profit capitaliste que Marx déclare être du travail impayé et volé par le capitaliste à l'ouvrier salarié. Si Marx a fait cette singulière découverte, c'est qu'il y a été amené par une forte erreur dans cette théorie de la valeur, qui lui est antérieure et à laquelle les socialistes accordent encore un vrai caractère scientifique. Marx, critiquant les théories de la valeur de ses devanciers (et il fait parfois de justes critiques, très pénétrantes), aboutit à formuler que la valeur d'une marchandise fabriquée est déterminée par les *quantités ou sommes respectives de travail qui sont appliquées, réalisées, fixées dans ces marchandises*. Quelle mesure donne-t-il pour l'évaluation de ces *quantités* de travail? *Le*

temps que dure le travail. Il suffit de présenter l'analyse de Marx dans ce raccourci, fait avec ses propres expressions, pour faire apparaître la lourde erreur de Marx aux yeux d'hommes habitués aux principes de la méthodisation du travail. Tout le monde voit que la notion de *qualité* a complètement échappé à Marx, et c'est en grande partie de cet oubli que vient son étonnante théorie de la *plus-value*. Marx mesure les *quantités* de travail d'après le *temps* de travail. Mais il ne fait aucune allusion à ce qui détermine le temps de travail. Il ignore, ce qui est devenu pour nous une règle d'or (que nous en ayons conscience ou non), que le temps de travail est : 1° fonction de la conception même du travail, de son organisation intellectuelle, de la combinaison de mouvements donnée au travail; 2° fonction de la valeur d'un autre élément (dont on n'aime guère à parler en ce temps-ci) : le commandement. Bref, la théorie de Marx escamote complètement l'œuvre intellectuelle qui précède tout travail, quel qu'il soit, et l'œuvre de l'énergie qui commande sa réalisation. Aujourd'hui, la taylorisation ou, plus justement, la méthodisation du travail dans l'industrie fait apparaître

aux personnes les moins informées des phénomènes économiques l'énorme part qui revient à l'organisation intellectuelle du travail dans la production. Au moment où Marx écrivait, le public était en droit de l'ignorer (bien que l'on pût trouver dans l'œuvre de Vauban des indications de haute utilité); mais Marx, se posant en investigateur scientifique, n'avait pas le droit de négliger ces éléments. S'il avait analysé scientifiquement le travail du charron, du métallurgiste, ou même du simple casseur de cailloux, il aurait vu que tout travail, aussi simple qu'il soit, est préparé par une conception qui détermine le temps, la quantité et la qualité du travail, et par conséquent sa valeur.

Mais voyez les conséquences de ses erreurs initiales : méconnaissant cette œuvre de l'intelligence qui conçoit le travail et ses mouvements, méconnaissant cette action de l'énergie qui le commande, Marx ne peut découvrir la vraie nature du profit qu'il nomme profit capitaliste. Puisqu'il ne s'agit que de *quantités* et de *temps* de travail, le profit ne pourra être évidemment que cette plus-value, ce surproduit, ce travail impayé qu'il croit définir. Mieux avertis, plus éclairés, que découvrons-

nous? C'est que ce qu'il nomme plus-value est rigoureusement l'œuvre du chef d'entreprise. C'est, schématiquement, la différence qu'il y a entre la production d'un homme travaillant seul, selon ses propres moyens, et la production que le même homme fournit quand il travaille sous la direction et le commandement d'un chef qui organise son travail, qui règle, par ses conceptions, l'économie des forces, du temps et des matériaux, qui invente des tâches, les répartit et détermine l'utilisation des énergies humaines. Voilà ce qui explique, pour une large part, le profit du chef d'entreprise, voilà ce qui le justifie au point de vue de la production.

Il y a plus. S'il est vrai que ce profit constitue en quelque sorte la rémunération du chef d'entreprise, il est non moins vrai qu'il convient d'en attribuer une part à ceux qui exécutent une conception, car l'accomplissement du travail dépend aussi de l'intelligence avec laquelle ils interprètent instructions et ordres. Aussi bien, ce résultat est-il fréquemment recherché, en dehors du secours de toute doctrine, et l'on se préoccupe vivement en ce temps-ci de trouver les moyens de faire participer le travailleur aux bénéfices, non des

entreprises, mais de la production. C'est la justice, et l'intérêt de la production le commande. Mais voici que nous touchons un élément que Marx a complètement ignoré : l'intérêt personnel. Il n'a pas vu que l'intelligence organise, que l'énergie commande ; il n'a pas vu non plus que l'intérêt meut. Le profit du chef d'entreprise est nécessaire pour la production. Supprimez-le : l'invention, l'économie du temps, des forces, des matériaux tombent en même temps. La raison l'indique. L'expérience en fournit la preuve. Nous l'avons sous nos yeux.

Nous avons en effet sous les yeux une vaste organisation de travail d'où le profit dit capitaliste est complètement éliminé (en droit, tout au moins). Cette organisation occupe quelques centaines de mille ouvriers encadrés. C'est une merveille d'organisation : tout y est réglé admirablement, et je conseillerais à beaucoup d'industriels d'étudier sa conception et son fonctionnement. Eh bien, cette merveilleuse machine, dirigée par des hommes éminents, a une capacité de production inférieure des deux tiers peut-être à une organisation capitaliste ; et le gaspillage qu'elle fait des matériaux, des forces et du

temps est un fait qui dépasse l'imagination. Raison, raison unique : l'intérêt manque ; du plus humble des manœuvres au plus éminent des conducteurs, nul n'est intéressé, par un profit quelconque, à l'économie et au bon emploi du temps, des forces et des matériaux.

Je ne crois pas qu'il faille chercher ailleurs l'explication du faible rendement de la production et du gaspillage aux armées, — car le lecteur a déjà compris que cette vaste organisation est celle du travail aux armées. On a cherché à expliquer ces défauts par le fait militaire ou administratif. La vérité est que, sans le savoir sans doute, les hommes du XIXe siècle, qui ont donné cette organisation aux armées, ont réalisé une organisation socialiste sous l'influence des idées du siècle. C'est du socialisme autoritaire. Heureusement mitigé d'ailleurs, par une hiérarchie qui, elle, n'est pas conforme aux principes socialistes, et qui, constituant à l'intérieur de la machine un organisme de commandement, disposant de rudes sanctions, parvient à la mouvoir au nom de la discipline et en faisant des appels incessants au bon vouloir, à l'honneur et au patriotisme. Vous imaginez aisément que, si cet organisme de

commandement venait à manquer, tout s'écroulerait, malgré le patriotisme certain, évident, ardent, des soldats ouvriers et de leurs chefs.

Nous atteignons ici le dernier élément de la production, celui qui est la clef de voûte de tout édifice économique : le commandement. Une étrange pudeur donne trop de réserve à un grand nombre d'écrivains économistes sur ce point. On reconnaît volontiers dans la création économique l'action du travail, de l'intelligence et du capital. Mais pourquoi, à l'exemple de Marx, laisse-t-on dans l'ombre l'action du commandement, de l'énergie qui saisit et exerce l'autorité? Redoute-t-on l'usage du mot qui n'eut pas la faveur du siècle passé? Mais on ruinerait la chose elle-même si l'on taisait son nom. Nous cherchons la vérité : il apparaît, aux yeux du chercheur, que le rendement des divers éléments de la production, travail, intelligence, intérêt, capital, est absolument subordonné à la vertu de l'énergie du commandement qui les assemble, les meut, et les fait concourir à l'œuvre commune. Il en est des bataillons économiques comme des armées : en définitive, ils ne valent que par l'énergie du

commandement qui les fait agir. Redressons donc la notion d'autorité dans le travail, si nous voulons que la fonction soit pleinement exercée pour le salut général.

Nous pouvons voir toute l'étendue de l'erreur marxiste : ce profit du chef d'entreprise, que Marx croyait être du travail impayé, ce n'est point le profit capitaliste, c'est, en vérité, la rémunération de l'intelligence organisatrice, de l'énergie et du commandement, et le stimulant nécessaire de l'activité productrice. Rappelons enfin que ce profit ne devient même pas la part du chef, puisque la plus large part est immédiatement réemployée dans les entreprises nouvelles.

LE SYNDICALISME

Le socialisme marxiste, reposant sur une interprétation aussi fausse des phénomènes économiques, serait absolument impuissant à résoudre les problèmes du temps présent. Nous avons même le droit de prévoir qu'une tentative de réalisation de sa part entraînerait une catastrophe pour la civilisation. Mais individualisme économique et marxisme étant également impuissants à soutenir et accroître la production, quel système se présente à nous ?

Tout nous l'indique : la doctrine et l'expérience sont d'accord pour nous engager dans la voie de l'association, du syndicalisme étendu à toute la production. Et je n'hésite pas à dire immédiatement : syndicalisme patronal et syndicalisme ouvrier, créés et fonctionnant, non dans le cadre incertain des classes, mais dans le cadre net et délimité des régions, des professions, des métiers et des différentes fonctions du travail.

Il nous apparaît nettement que la production n'est pas un monde où chacun est libre de patauger à sa guise, de passer, de séjourner,

de s'enrichir plus ou moins vite pour se reposer ensuite. La production est une fonction sociale qui doit avoir ses règles rigoureuses si l'on veut utiliser pleinement les ressources d'une nation. Il est bon, il est nécessaire que l'on s'y enrichisse, puisque c'est la condition même de l'action économique. Mais la tâche du producteur, de l'organisateur de la production dépasse l'enrichissement. Elle est essentiellement de tirer d'un sol donné, dans un temps donné, au milieu de conditions économiques et sociales données, le maximum de rendement pour le bien de la nation. Nous savons que la production anarchique que nous avons connue avant la guerre est hors d'état de tirer ce parti des ressources de notre époque. Chacun s'y considérait comme un petit souverain qui ne devait de comptes à personne et qui réglait le mouvement de sa profession selon son caprice, son humeur et ses appétits plus ou moins grands. Avec ce système, ou cette absence de système, pas de règles corporatives, aucune garantie exigée des producteurs, pas d'action commune ni pour le règlement des affaires intérieures entre patrons et ouvriers, ni pour l'expansion économique.

Il est bien évident que ce n'est pas avec de pareils procédés que nous parviendrions à réaliser l'augmentation formidable de production qui sera nécessaire après la guerre.

Un grand nombre de Français l'ont compris et, surtout depuis la guerre, le mouvement syndical a pris une vigueur riche de promesses. Mais comme nous sommes loin encore de l'organisation nécessaire! Le mouvement est entravé de toutes parts par les préjugés, les habitudes individualistes, les survivances des idées économiques du siècle passé. Nous aurons à faire une longue propagande, parallèle au travail d'organisation pratique, pour réduire ces résistances tenaces. Disons que nous serons fortement aidés par les circonstances, car la généralisation du syndicalisme sera rendue absolument nécessaire par les premiers problèmes de la paix, comme nous le verrons plus loin à propos d'une question d'ordre pratique.

Un de nos conférenciers nous présentera prochainement, vous le savez, un admirable plan d'organisation dont le très grand mérite sera d'être un plan conforme aux données des plus récentes expériences. Ce plan intéresse la production tout entière. Réservons-

nous donc pour le jour où nous entendrons notre collègue. Limitons-nous ici à marquer les principes généraux qui sont dès maintenant dégagés de la vie économique nouvelle ; le système économique dans lequel nous entrons et dont nous devons hâter la réalisation considère le producteur comme une sorte de délégué à l'administration, à la production et à la conservation des richesses; dans ce système, l'action du producteur doit être subordonnée à l'intérêt de la production générale et à l'intérêt national, non par la conscience qu'il aura de ces intérêts, mais par des institutions, syndicats et organes d'État, qui lui en imposeront le respect. Enfin, il n'y aura de véritable ordre économique que lorsque toutes les associations de producteurs seront réunies par des organes communs selon la profession, le métier, l'industrie, la fonction, la région.

Nécessité du syndicalisme ouvrier.

Parlons plus longuement du syndicalisme ouvrier et de ses relations avec les organisations patronales. La question est singulièrement délicate. Mais nous avons le plus

grand intérêt à la traiter sans préjugés, non selon nos humeurs et nos sentiments, mais aux points de vue de l'intérêt de la production et de l'intérêt national. De ces deux points de vue, le syndicalisme ouvrier apparaît comme un fait nécessaire et utile, qui peut et doit devenir un élément d'ordre et de progrès dans la vie économique.

Dans un État économique dominé par la grande industrie et les grandes entreprises de transport et de commerce, il est absolument impossible que l'ouvrier et l'employé vivent dans l'individualisme. L'association volontaire et libre des ouvriers, proclamée nécessaire, dès 1865, par une grande voix autorisée pour parler au nom des plus hauts intérêts de l'État, est une nécessité économique et nationale pour limiter les crises et pour protéger la vie ouvrière contre les abus inévitables des puissances qui régentent l'économie.

La défense de la vie ouvrière ne peut pas plus être laissée à la seule bonne volonté et à la seule initiative des chefs d'entreprise que la bonne exécution du travail ne peut être laissée à la seule initiative et à la seule bonne volonté des ouvriers. Loyauté et conscience doivent être étayées, représentées par des insti-

tutions qui équilibrent les forces et rendent impossibles les abus de force.

L'expérience du XIXe siècle nous éclaire : il est certain que la naissance et la croissance des grandes entreprises ont causé de graves dommages à la vie et à la famille ouvrières. Les appels à la charité, au sentiment du devoir ou de justice adressés aux chefs de l'économie n'ont pu déterminer de changements heureux et définitifs. Pour un patron respectueux de ses hautes obligations sociales et nationales à l'égard de ses ouvriers, combien y manquaient, par ignorance autant que par indifférence? Aucune institution ne limitant l'action patronale en ce qui concerne les ouvriers, on a été trop souvent conduit à améliorer une situation industrielle difficile par des compressions de salaires ou par des chômages artificiels, plutôt que par une amélioration de l'outillage. La famille ouvrière a été disloquée, tous ses membres, hommes, femmes et enfants, ont été pris par l'usine, et laissés sans sécurité contre la maladie, la vieillesse et la mort.

Au point de vue social, il est certain que, pendant un bon siècle, nous avons marché à reculons. Qu'en est-il résulté? Les troubles

profonds dont nous souffrons aujourd'hui et dont le développement serait un péril pour la civilisation. Les classes ouvrières, longtemps privées des biens que peut donner notre progrès économique, détachées de leurs propres traditions, par l'affaiblissement des liens familiaux, ne possédant aucun organe régulier de défense, ont été livrées aux intellectuels, aux politiciens, aux agitateurs qui ont exploité leurs maux et leurs désirs pour les gagner aux doctrines socialistes, voire anarchistes. Il y a eu un temps où ce socialisme, et même l'anarchisme, représentés par des hommes généreux, pouvaient n'apparaître que comme une réaction contre l'individualisme économique. Vous savez que, ensuite, est venu le temps où la propagande des doctrines n'a plus été que le masque d'une industrie par laquelle les exploiteurs des besoins et des passions populaires parvenaient à la fortune, au pouvoir et aux honneurs. Vous savez aussi que, devant le développement de cette basse industrie, certains chefs de l'économie nationale ont cru habile de s'entendre secrètement avec les agitateurs et les politiciens, afin de s'assurer contre les risques des grèves et des émeutes. C'est l'association de George Dandin et de

Mandrin. Mais aux dépens de qui? Des ouvriers, que l'on trompait indignement, et de la Patrie, contre laquelle se faisait la pire des propagandes (dont on gémissait, mais que l'on tolérait, contre laquelle on ne réagissait pas, tant qu'elle ne s'exprimait pas dans des mouvements économiques). Nous n'avons pas le droit de laisser continuer ce jeu sinistre qui met en péril l'existence même du pays. Il faut que nous sortions de cette anarchie économique et sociale, pays de Cocagne des financiers et des politiciens sans scrupule[1], où les chefs d'entreprise sont sans défense contre l'étranger, où les ouvriers sont sans défense contre les abus de puissance des maîtres de l'économie et de la politique et vivent détachés du pays dans l'insécurité de ce régime périmé qu'est le salariat. Cherchons donc à établir l'ordre où les intérêts de tous auront leurs propres organes de défense et de progrès.

Par quelle voie? Il n'en est point d'autre que la voie syndicale. Il faut reconnaître définitivement ce grand fait du syndicalisme ouvrier, non comme une force anarchique, mais comme une force d'ordre, et traiter

1. Expressions de M. Georges Sorel.

loyalement avec lui. Vous entendez bien qu'il s'agit ici du syndicalisme authentique, autonome, d'origine vraiment ouvrière, et non pas de ce syndicalisme apocryphe, façade d'intérêts patronaux, qui a eu la faveur de certains représentants de la bourgeoisie, il y a quelques années.

Or, c'est contre le syndicalisme vrai qu'existent encore les plus fortes préventions. Mais les préventions ne viennent que d'une vue incomplète de la réalité. Depuis longtemps, et surtout depuis le fameux premier mai 1906, où un journaliste effraya la population parisienne avec « la Révolution qui vient », on a considéré, dans certains milieux bourgeois, que l'idée de révolution sociale est un produit du syndicalisme ouvrier. C'est une des plus grandes mystifications du siècle. Cette idéologie révolutionnaire qui a terrifié un certain nombre de personnes en France et en Europe est, nous le marquions au début de cette conférence, un produit d'intellectuels et de bourgeois dévoyés. Elle est tout à fait étrangère au syndicalisme, qui l'a subie tout comme la bourgeoisie a subi l'idéologie ou, plus justement, la blagologie des politiciens qui ont prétendu la représenter. Il est incontestable que

le syndicalisme ouvrier est assez profondément pénétré par l'idéologie marxiste; mais ce fait ne doit pas nous conduire à confondre deux choses aussi distinctes. Le salut est de faire la distinction. Distinguons donc : nous avons devant nous : 1° un mouvement économique et social d'association ouvrière contre lequel il ne doit y avoir aucune opposition de principe; 2° un mouvement de pensée, de propagande iutellectuelle, qui prétend interpréter et diriger le mouvement ouvrier, et qui permet à des politiciens, et même à des capitalistes, de contrôler la vie ouvrière et d'exploiter les revendications économiques pour des fins politiques.

Quelle erreur serait la nôtre si, confondant les deux mouvements, nous essayions d'entraver le mouvement d'association ouvrière! Alors, nous fortifierions l'exploitation politicienne; alors, nous permettrions encore que l'on berne le prolétariat en lui montrant des bourgeois ou des patriotes ennemis de ses libertés. Le salut est au contraire de favoriser l'association ouvrière et de mener une rude offensive contre les idées avec lesquelles on a tenté de corrompre l'intelligence ouvrière. Soyons assurés que si nous accomplissons

cette tâche en respectant scrupuleusement l'indépendance des syndicats ouvriers, nous trouverons des concours ardents dans les classes ouvrières, qui sont aussi désireuses que les classes bourgeoises de se libérer de la tutelle du commun adversaire : l'agitateur politicien.

Déchirons donc le déguisement marxiste que l'on a imposé au syndicalisme. Que voyons-nous alors? Un mouvement d'association qui doit devenir un des plus précieux éléments de la reconstruction nationale, un des régulateurs de la vie économique, un des plus vifs stimulants de l'activité patronale.

Voyez quels objectifs les plus qualifiés des syndicalistes assignent eux-mêmes à la vie économique lorsqu'ils la conçoivent en dehors de l'idéologie marxiste : en juillet 1918, au Congrès confédéral, M. Jouhaux formulait ces objectifs d'une manière remarquable, et, en septembre, dans une sorte de programme économique donné par la *Bataille*[1], on les retrouvait dans deux formules saisissantes :

« La formule doit être, disait le programme de la *Bataille*, pour la classe ouvrière :

1. 21 septembre 1918.

Maximum de production dans le minimum de temps de présence, pour un maximum de salaires ; pour le patronat : maximum de développement de l'outillage pour un maximum de rendement avec le minimum de frais généraux. »

Voici, formulé par un syndicaliste ouvrier notoire, avec la ratification du Congrès confédéral, un programme économique auquel je ne vois aucune objection de principe possible. Aussi bien, il est purement syndicaliste et il est incontestable qu'il est dominé par une vue qui dépasse les seules classes ouvrières et s'étend à la nation. Si j'ajoute que M. Jouhaux indiquait, dans son discours de juillet, qu'il attendait de l'action syndicale ouvrière « qu'elle provoquât le perfectionnement de la technique », on apercevra l'étendue des services que peut rendre un syndicalisme libéré au renouvellement des méthodes de production.

Il ne vous échappe pas que je détache les formules de M. Jouhaux de ce qui les précède, les suit ou les enveloppe, toutes choses sur quoi il est bon de ne pas nourrir d'illusions qui seraient aussi imprudentes pour ceux qui les porteraient que déplaisantes pour celui ou

ceux qui en seraient l'objet. Que veut-on et peut-on faire de ces principes, dans un syndicalisme profondément tourmenté? Cela dépend des hommes, de leur formation, de leurs liens et des cadres où ils se meuvent. Mais ceci est une autre histoire, et nous nous bornons à retenir (et à bien retenir) les formules précitées afin de montrer qu'un homme comme M. Jouhaux est amené par la logique syndicaliste à assigner au syndicalisme ouvrier des objectifs qui peuvent être acceptés par tous ceux qui participent à la vie économique.

C'est de ce syndicalisme pur qu'il faut souhaiter le développement; c'est avec lui que les organismes patronaux devront traiter, et c'est en lui qu'ils trouveront les organes nécessaires pour travailler avec eux à la régularisation du marché du travail, à l'enseignement technique, à l'action sur l'école en vue d'en faire la préparation à l'usine et à la terre, à la sélection des travailleurs, à la réduction des crises et du chômage. Enfin, c'est par les limitations qu'il établira en ce qui concerne les salaires et les conditions de travail qu'il déterminera les chefs de l'industrie et du commerce à perfectionner leurs entreprises, à méthodiser ce travail, à rechercher leur accrois-

sement dans la conquête de nouveaux marchés, dans le perfectionnement de la technique. Les revendications ouvrières, quand elles ne sont pas le fruit de l'agitation systématique, ont ceci d'excellent qu'elles obligent les chefs de l'économie à l'effort et au progrès.

La production organisée et unie.

Mais quels seront les principes de l'organisation, de cette sorte de haute collaboration que nous entrevoyons? Seront-ils ceux qui nous sont offerts aujourd'hui ? Est-il désirable que se développent parallèlement deux vastes organismes, l'un ouvrier, l'autre patronal, qui traiteraient par leurs comités confédéraux ? Nous ne le croyons pas. Des organismes de ce genre ne seraient pas des organismes économiques : construits exclusivement selon les caractéristiques de classes, ce seraient des organes de classe, et non des organes de production. Tranchons : ils deviendraient sûrement des organes de guerre civile. C'est dans une autre formation qu'il convient de chercher le salut : c'est dans le cadre de cette Confédération générale de la Production dont M. le lieutenant Bruyant vous exposera prochainement le plan établi selon les leçons de l'expé-

rience, magistralement interprété par notre collègue en vue de l'avenir. C'est dans les cadres d'une union générale de tous les producteurs, où, aux différents échelons de la vie économique, corporative, régionale, nationale, les syndicats ouvriers et patronaux se rencontreront en toute indépendance, que pourra s'établir la haute collaboration des différents éléments de la production, que pourront se résoudre les inévitables et toujours renaissants antagonismes, en dehors de toutes personnes interposées, en dehors des agitateurs professionnels et des politiciens, à l'abri des interventions de l'étranger, pour le plus grand bien de la production et de la nation.

LE PROBLÈME DE LA DÉMOBILISATION

Solution syndicale et corporative.

Nous voudrions conclure par l'esquisse d'une application pratique des vues générales que nous avons eu l'honneur de vous exposer aujourd'hui. Aussi bien cette esquisse vous a-t-elle été annoncée au début de cette conférence lorsque l'on a considéré le grand problème de la démobilisation que nous devons être prêts à résoudre dès la fin des hostilités.

Ce problème est double : premièrement, il s'agit de réintégrer les combattants et mobilisés dans la vie économique, de déplacer les producteurs transplantés et de rendre à la vie familiale femmes, jeunes filles et enfants ; deuxièmement, il s'agit d'envisager les compensations qui devront être données aux combattants et aux mobilisés.

À la lumière des principes que nous avons extraits de la vie contemporaine, ne voit-on pas immédiatement que les associations syndicales, patronales et ouvrières vont nous fournir le moyen de résoudre ce double problème, avec le moindre désordre, la plus grande rapidité, les moindres frais, les plus grandes certitudes d'arriver à un résultat satisfaisant à la fois, dans la plus large mesure possible, les intérêts individuels, les sentiments et passions des combattants, les intérêts de la production et ceux du pays?

Considérons comme admise l'obligation générale de rendre le mobilisé à sa corporation et, chaque fois que cela sera possible, de le replacer à l'endroit même où il était au 1er août 1914. Du fait des innombrables modifications économiques qui se sont produites pendant la guerre, il est à prévoir que de nombreux travailleurs ne sauront où se rendre. On ne peut songer à demander à l'État d'assurer leur réintégration par ses seuls moyens administratifs. (Et il s'agit de trouver un moyen qui ne coûte à l'État que des frais infimes, et il s'agit d'aller vite.) Or, avec le système syndical, tout s'éclaire et se simplifie.

Que l'État donne aux syndicats, au nom de

la nation, l'obligation de préparer la rentrée des ressortissants de leur corporation et d'établir, de concert avec les services spéciaux du ministère de la Guerre, le livret de démobilisation de chacun. L'État mobilisera en quelque sorte les présidents et secrétaires de syndicats pour cette tâche qui sera accomplie selon les directions générales qu'il donnera. Syndicats patronaux et syndicats ouvriers s'entendront tout d'abord sur les conditions nouvelles qu'il y aura lieu d'appliquer aux rentrants. Puis, les syndicats patronaux, investis du pouvoir de se faire donner les renseignements nécessaires par tout chef d'entreprise de leur corporation, inviteront les chefs de maison à prendre toutes mesures utiles pour récupérer leurs mobilisés et licencier les remplaçants, femmes et jeunes filles, dans des conditions telles que l'on aura la plus grande espérance possible que les personnes licenciées, retrouvant leurs maris ou leurs pères, seront hors des atteintes de la misère. Les personnes qui ne pourraient être licenciées sans dommage et qui se trouveront néanmoins sans emploi ou sans travail par suite de la rentrée des mobilisés seront mises à la disposition du Syndicat qui leur offrira les places libres dans les

maisons déficitaires en ce qui concerne le personnel, ou dans une autre corporation, par entente avec un syndicat voisin, si la corporation entière est au complet. Auparavant, le syndicat s'occupera de placer, soit parmi les siens, soit dans les maisons d'un autre syndicat, ceux des mobilisés de sa corporation qui se trouveraient sans emploi ou sans travail par suite de la disparition ou de la ruine de leurs employeurs.

Ces opérations faites, chaque syndicat est en mesure d'établir les livrets de démobilisation de ses ressortissants et de remettre à l'autorité militaire des fascicules qui indiqueront que le soldat, ou le sergent, ou le sous-lieutenant un tel se rendront le troisième ou le seizième jour de la démobilisation de leur classe, dans telle ville, telle rue, tel numéro, telle maison où leur place est prête dans les conditions prévues par l'accord établi entre eux et leurs employeurs et garanti syndicalement.

Dans chaque corporation, il restera, si l'on peut dire, un solde débiteur ou un solde créditeur. Les industries nées de la guerre auront un solde créditeur énorme. On peut prévoir que certaines corporations seront créditrices régionalement, et déficitaires nationalement.

Des ententes entre syndicats de différentes régions ou syndicats de différentes corporations devront établir la balance.

Les résultats de ces opérations (dont le principe est, nous le voyons, extrêmement simple) doivent être que, en quelques mois, tout syndicat sera en mesure de donner aux services de la guerre un état général indiquant, d'une manière absolument précise, le nombre de ses mobilisés pourvus du fascicule de démobilisation, le nombre de ses manquants ou de ses chômeurs, tous échanges étant faits.

Ce travail suppose évidemment une organisation considérable, exigera une collaboration nombreuse. La tâche est grande et lourde, mais vous admettrez qu'elle n'est pas au-dessus de l'intelligence humaine, et que notre esprit d'organisation est assez souple et vif pour la mener à bien. Ce n'est qu'une question d'ordre, de méthode et de bonne tenue de fiches. Dix fonctionnaires intelligents suffiront pour l'établissement d'un plan général. Pour l'exécution, les syndicats s'en chargeraient aisément, et, puisqu'il s'agit de travailler avec les moindres frais, il sera facile, dans chaque corporation, de constituer des bureaux de démobilisation avec le concours des membres

honoraires, des femmes et des jeunes filles au dévouement de qui on n'a jamais fait appel en vain dans ce pays-ci.

La Part du Combattant.

Il reste le second aspect du problème, la grosse question de l'indemnité de combat ou de campagne à attribuer aux combattants et aux mobilisés. Si la guerre avait duré quelques mois, la question ne se serait guère posée ; mais au bout de quatre, de cinq ans de guerre, elle se pose, et ne peut rester sans réponse. Vous savez que la réponse a été donnée, depuis plus de deux ans, par un grand écrivain français et que le principe de la Part du Combattant est aujourd'hui admis par des hommes éminents et incorporé aux vœux des intéressés.

Mais supposons que le principe n'ait pas été formulé, ou qu'il demeure lettre morte, et imaginons ce qui se passerait à la rentrée des mobilisés. Le combattant rentre, avec ses croix, ses médailles et ses blessures. Son patron le félicite, lui rend sa place à l'atelier, au comptoir, au bureau. Et puis? Ce serait tout! Quoi, cet homme aurait sacrifié deux, trois,

quatre, cinq ans de sa vie pour sauver les biens immatériels et matériels de la France, pour sauver du désastre cette maison où il revient travailler, et sa seule récompense, ce serait la gloire qui lui a coûté ses économies, son avancement, l'oubli de son métier, et qui aura peut-être compromis sa santé? sa seule récompense, ce serait d'être assis au même bureau qu'autrefois, debout derrière le même comptoir, penché sur le même établi ou sur le même étau, faisant le même travail, dont il serait maintenant distrait par la pensée des années perdues et des économies détruites! S'il devait en être ainsi, nous entendrions la voix sacrilège qui a posé la question : « Pourquoi te bats-tu? » souffler la réponse : « Pourquoi t'es-tu battu? C'était pour sauver le capital de celui qui t'emploie et t'exploite. » Messieurs, c'est pour la France que nous nous sommes battus : nous demandons aux Français d'organiser la reconnaissance du pays!

Il ne faut pas songer à laisser à l'État le soin d'organiser cette reconnaissance. L'État n'a ni les ressources, ni les moyens d'accomplir cette tâche. La lui laisse-t-on, il sera obligé de créer de nouveaux bataillons de fonctionnaires et d'organiser des enquêtes qu'il ne pourrait

mener à bien avant plusieurs années. Et dans la situation où nous sommes, ce travail deviendrait le prétexte de la plus folle des surenchères, qui nous conduirait au désordre et à l'échec. Imaginez, en outre, les vives injustices qui se produiraient avec les interventions parlementaires suscitées par les clans. La solution prompte, heureuse, efficace, est ailleurs. Encore une fois, l'organisation syndicale nous fournit les moyens d'agir.

Que l'État, au nom de la nation reconnaissante, charge les syndicats d'organiser la reconnaissance de la nation; que les syndicats constituent chacun une caisse d'indemnité de combat et de campagne alimentée par leurs membres, par une sorte d'impôt appliqué au chiffre d'affaires ou aux bénéfices qu'ils auront réalisés pendant la guerre, augmenté des dons que consentiront, librement ou discrètement contraints, ceux qui auront largement bénéficié du travail de guerre; que chaque chef de maison établisse les droits de ses mobilisés, selon le nombre de ses chevrons, de ses brisques et de ses citations; que le syndicat répartisse ces fonds enfin dès la démobilisation, voilà les principes de l'organisation.

Dira-t-on que l'on met ainsi à la charge des

Français une dette lourde à porter? Il est vrai : mais la France a été sauvée, mais nos biens ont été sauvés. Qui peut hésiter sur la décision à prendre?

J'ajoute que nous ne concevons pas cette charge nouvelle comme devant être absolument supportée par les Français. Elle fait partie des dommages de guerre que nous avons à inscrire au débit de ce compte déclaré ouvert par le Président du Conseil. On imagine que les corporations feront le total de ces charges et qu'elles demanderont à l'État de les récupérer sur l'ennemi responsable de la guerre. L'idéal serait que chaque corporation ennemie eût à payer les dommages causés à chaque corporation française correspondante. On peut enfin imaginer que les sommes ainsi récupérées seraient réparties, par les soins de l'État, entre les syndicats français avec charge pour eux de les employer à notre expansion économique dans le monde. C'est par ces voies qu'un acte de justice peut devenir un acte de haute solidarité nationale et un nouveau moyen de prospérité.

Messieurs,

Votre attention a été longuement retenue sur des problèmes que l'on peut considérer comme les problèmes fondamentaux de l'heure présente. Vous avez bien distingué que l'étude qui a été faite devant vous n'est point académique et vise aux réalisations pratiques quasi immédiates. Vous avez distingué également que si l'on songe à ces réalisations pour d'aussi larges organisations, c'est parce que l'on a une entière confiance dans l'esprit méthodique et organisateur des Français. Nous savons que l'existence de cet esprit a été nié par les Français eux-mêmes (confessons que nous avons été de ceux-là) et même par d'éminents esprits. C'était au temps, où, selon l'expression d'un grand écrivain, « les Français ne s'aimaient pas ». Aujourd'hui, après le témoignage que nous avons porté devant le monde, nous n'avons plus le droit de douter de nous-mêmes. Je ne parle pas seulement de l'héroïsme; je parle des vertus d'ordre, de méthode, d'organisation dont les Français ont donné des preuves éclatantes dans leur travail

industriel pendant la guerre. Des idées, des fantômes nous arrêtaient avant la guerre. Mais les vertus essentielles de notre peuple demeuraient.

Devant les nécessités, elles se sont de nouveau révélées dans un travail admirable. Dans l'ordre industriel, la nation qui a produit un Renault, pour ne citer que celui-là, n'a rien à envier aux nations amies ou ennemies. Il a souvent été dit que notre organisation militaire était inférieure à sa tâche : nous l'avons dit nous-mêmes tout à l'heure, mais nous savons que ce n'est pas à cause d'un vice essentiel, il s'agit uniquement d'un accident historique. Au contraire, nos méthodes militaires sont d'une supériorité évidente dès qu'elles fonctionnent en dehors de ces accidents. Quiconque a vu le prodigieux redressement de Verdun en 1916, quiconque connaît le chef-d'œuvre d'organisation que ce redressement a exigé, et a vu comment tous y ont collaboré, du soldat de deuxième classe au général, celui-là sait quelles ressources sont au cœur du peuple français. Pourrait-on en douter, enfin, lorsque l'on voit la France donner à l'alliance des peuples libres les chefs qui les conduisent à la Victoire !

Ayons donc confiance en nous-mêmes pour l'œuvre immense que nous avons à accomplir : l'utilisation de la victoire pour les nouvelles constructions sociales et nationales. Quand la paix éclatera, nous ne serons pas pris au dépourvu si nous savons rejeter à temps les entraves que nous nous sommes données au siècle dernier. Alors, nous serons prêts au travail. Et nous travaillerons en nous souvenant qu'il ne peut être de grande œuvre nationale sans une idée souveraine qui fasse concourir les efforts de tous au bien commun.

Cette idée souveraine, nous la possédons. C'est celle que nos armes ont opposée aux armes allemandes. Les troupes germaniques ont marché au combat mues par l'idée de la supériorité allemande pour réaliser la conception allemande du monde. Les soldats français n'ont jamais douté qu'ils portaient en eux une conception plus haute : la conception humaine du monde, qui respecte la liberté des nations et qui unit la force et l'esprit. Ils savaient que leur terre nourricière, le plus beau royaume qui soit sous le ciel, est fécondée par ces forces spirituelles qui donnent à ses armées le pouvoir d'accomplir ces entreprises surhumaines auxquelles, selon la forte expres-

sion d'un évêque, Dieu a souri. Ils savaient que le pays qu'ils défendent a été longtemps premier entre ses pairs par son rôle dans le monde pour le progrès de la civilisation et par les qualités d'ordre, de mesure, de loyauté qu'il a mises en œuvre. Ils pressentaient que leur héroïsme rendrait à la France sa place d'initiatrice de la civilisation, qui offre ses biens au monde et ne veut pas les lui imposer. Ils pressentaient que le jour viendra où la France, enfin relevée de ses blessures, rentrant dans le concert des nations, entendra les peuples chanter : Bénie soit celle qui vient au nom de la Victoire et de la Justice.

7 octobre 1918.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

ACHEVÉ D'IMPRIMER

LE TRENTE ET UN OCTOBRE MIL NEUF CENT DIX-HUIT

PAR

LA TYPOGRAPHIE RENOUARD A PARIS

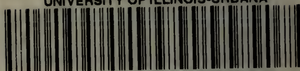
POUR

LA NOUVELLE LIBRAIRIE NATIONALE

XI, RUE DE MÉDICIS, XI

PARIS

689. EUG. MORIEU, IMP.


UNIVERSITY OF ILLINOIS-URBANA
3 0112 054895583